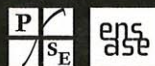




/ESPACE RURAL vol.3
/& PROJET SPATIAL

Du terrain à la recherche : objets et stratégies

Sous la direction de Xavier Guillot



Publications de l'Université de Saint-Étienne
Collection École Nationale Supérieure d'Architecture de Saint-Étienne

La scène est à la campagne. Quelque part dans l'Isère bas-dauphinoise, cet entre-deux à égale distance de Grenoble et de Lyon qui mélange depuis longtemps les logiques sociospatiales des villes et des campagnes, un sénateur-maire conseiller général d'une petite commune dite rurale, industriel du textile de son état et archétype du notable paternaliste, s'exclame devant une petite assemblée d'élus locaux sous le charme : « La ruralité est une âme ! ». On est à la fin des années 1990, en pleine effervescence pour les « pays », et on veut y croire : voilà le territoire de projet – perfusé par quelques dispositifs contractuels – qui a trouvé son âme.

CAMPAGNES POUR TOUS ! UN AILLEURS MÉTROPOLISÉ

Martin Vanier

Lorsque le ruralisme s'empare de la ruralité, comme relaté dans ce souvenir, il achève d'en ruiner la contemporanéité. Il ne serait pas difficile de montrer de quoi cette ruralité-là est le nom, entre chasse, pêche, nature et tradition. Car la ruralité comme catégorie autonome est morte et bien morte – une âme morte en effet. Morte trois fois : en tant que monde économique autonome, en tant que catégorie sociale en soi, et en tant qu'espace politique pertinent. Et les campagnes plus vivantes que jamais.

Morte en tant que monde économique autonome, parce que tout ce qui anime les campagnes les connecte au monde des villes, des marchés, des lointains, en un même système qui n'autorise pas la soustraction rurale : économie agricole mondialisée, économie industrielle des systèmes productifs locaux (SPL) exportateurs, économie résidentielle animée par la redistribution métropolitaine. Aucun de ces grands moteurs de richesse n'est plus rural en lui-même.

Morte en tant que catégorie sociale et culturelle en soi, parce que la mobilité banale insère tous les rapports sociaux de l'espace dit rural dans une chaîne villes-campagnes quotidiennement activée

– physiquement ou à distance – et rien n’invite à imaginer qu’il en sera autrement demain, au contraire (Mora, 2008).

Morte en tant qu’espace politique pertinent, en dépit de son investissement par le mythe communaliste, parce que la rencontre entre les horizons d’attente et les champs des possibles n’y est en réalité plus envisageable : pour les raisons économiques et sociales précédentes, c’est dans l’assemblage rural-urbain que se construisent les solutions collectives qui font politique. La France des microcommunes, même recomposée en microcommunautés de communes, n’en finit pas de retarder le moment d’en reconnaître l’évidence.

Cependant : la ruralité n’est plus, vive les campagnes ! Elles demeurent et se transforment dans l’ère de l’après-autonomie rurale. On l’a compris depuis le début des années 1980 (Kayser, 1990). On en suit le repeuplement, et parfois le réenchâtement (Viard et Hervieu, 2005 ; Perrier-Cornet, 2002 ; Donadieu, 1998), tandis que les hérauts du ruralisme cultivent leurs positions de représentants d’un monde disparu, par diverses invocations (l’âme, l’authenticité, la nature donnée, la simplicité, la proximité, etc.).

La confusion demeure : en 2003 encore, un travail officiel, conduit par l’Insee pour le compte de la Datar, propose de reconnaître et d’adopter un « référentiel rural élargi », avec 93 % des communes de France pour 44 % des habitants, ce qui invite à perpétuer, et même étendre, la revendication ruraliste ; cependant que nombre de chercheurs récusent la catégorie même de ruralité proposant de saisir tout l’espace social dans son gradient d’urbanité, campagnes comprises (Lévy, 1999), et que d’autres explorent la portée explicative de l’hybridation. Mais pour qu’un tiers espace existe, il faut bien que deux autres le génèrent, donc perdurent dans une certaine mesure, et les mots pour dire le neuf ont bien du mal à se passer de l’ancien : rurbain, ville diffuse, campagnes urbaines...

Alors le rural : réenchâtement ou disparition ?

Le pluriel vient au secours. C’est parce qu’il n’existe plus un rural, uni et éternel, mais des « ruraux » (comme des campagnes), qu’on peut continuer à en parler, y compris en se passant du terme même pour saisir ses réalités plurielles, par exemple au nom des faibles densités (Barthe, 2010). Pour dire quoi de contemporain, quoi qui dégage ces « ruraux » de la lecture nostalgique de mondes qui n’en finissent pas de disparaître, et qui mettent, au contraire, les campagnes au cœur des mutations de notre temps ?

Proposons ici trois réponses, et empressons-nous de les dé-ruraliser dans la même explication, pour mieux souligner la fécondité d'une lecture qui va de la ville à la campagne et de la campagne à la ville.

Ces trois réponses sont relatives à la mobilité, à la sociabilité et son altérité, et à la matérialité, trois ensembles de pratiques individuelles et collectives nourries de rapports sociétaux qui offrent une large surface explicative de la contemporanéité.

— Ralentir : campagnes

La société contemporaine est mobile, et la ville n'est pas son seul horizon (Estèbe, 2008). Au début des années 1980, les sociologues Jean Rémy et Liliane Voye pouvaient encore proposer de déverrouiller l'opposition urbain/rural au prisme de la mobilité, en qualifiant d'urbaines les campagnes prises dans les réseaux de circulation, et de ruraux les quartiers des villes qui s'y soustrayaient volontairement ou non (Rémy et Voye, 1992). Mais l'immobilité rurale est un mythe ruraliste, une image d'Épinal déconstruite depuis longtemps par les historiens (Agulhon, 1985). On n'est pas moins mobile en campagne qu'en ville, ni en nombre ni en portée de trajets – quotidiens, hebdomadaires, etc. Plus précisément, les différences de mobilité ne s'établissent pas selon qu'on est « urbain » ou « rural », mais selon les statuts sociodémographiques et socioprofessionnels des individus.

Ce qui reste valable dans la proposition de Jean Rémy et Liliane Voye, ce n'est pas la différence dans le rapport à la mobilité, mais la différence dans le rapport à la vitesse. Rapport fondamental en ce qu'il articule les deux grandes dimensions, l'espace (la distance) et le temps ; rapport contemporain par la quantité d'inquiétude, voire d'angoisse, de controverse, voire de crise quasi civilisationnelle, qu'il incorpore (Virilio, 1995 ; Rosa, 2010). Or, où est-on en permanence en quête de vitesse, de toutes les vitesses (Ollivro, 2000) ? Où cherche-t-on à réduire au maximum, voire à faire disparaître, l'attente ? Où la vitesse est-elle un code social, au point d'imprégner le langage, les rapports sociaux, la décision ? Où la densification du temps est-elle en train de produire des pathologies individuelles et collectives qui en épuisent le sens ? On voit bien quelle géographie dessinent les réponses à ces questions. Il ne s'agit pas ici d'opposer les urbains toujours plus pressés aux ruraux demeurés lents, mais de proposer l'interprétation suivante : la vitesse est le projet dominant des villes, comme la lenteur pourrait être celui des campagnes. Au point que lorsque des citoyens revendiquent de ralentir, de se soustraire à l'accélération en tout, ils le font en référence au modèle du village, d'une fraction d'urbanité rurale à préserver au cœur de l'effervescence

urbaine. Tandis que lorsque des campagnes se trouvent connectées par les réseaux de grande vitesse, on constate à l'inverse qu'elles se métropolisent.

Rien de bien contemporain, dira-t-on : l'aristocratie birésidente a appris à goûter dès le xvii^e siècle les délices de l'alternance entre la vie virevoltante de ses quartiers d'hiver, et les temps apaisés de ses domaines estivaux. Il aura fallu trois siècles pour que cette pluralité de pratiques se démocratise et se généralise, faisant de chaque contemporain (ou presque) un urbain-rural désireux de combiner régulièrement les espaces-temps de la vitesse, et ceux de la lenteur.

On peut traverser les campagnes à plus de 300 km/h. On peut y télétravailler dans une quasi-instantanéité d'échanges numériques. On peut s'y trouver pressé par le temps. Reste qu'elles représentent, pour les contemporains, l'espace où la lenteur peut redevenir un projet, parce qu'ailleurs la vitesse les dévore tous. Nul besoin d'être, ou de se revendiquer, rural pour autant : le *slow life* interpelle la société dans son ensemble, à commencer par les villes (Honoré, 2005). Les campagnes ne sont pas exclusivement synonymes de lenteur, et réciproquement. Mais elles l'accueillent plus facilement, peuvent s'en nourrir là où les villes chercheront encore prioritairement à l'effacer. L'aspiration contemporaine à ralentir se réfère aux campagnes, même et surtout lorsqu'il s'agit de « changer la ville » (cf. le *slow food*). Première raison par laquelle les campagnes sont bien, elles aussi, l'espace de la mutation contemporaine.

— L'alter-altérité

Avec le rapport à la mobilité, à la vitesse ou à la lenteur, l'autre marqueur classique de ruralité était le type de sociabilité. En opposition à la sociabilité urbaine et ses individus anonymes exerçant une liberté limitée entre institutions et réseaux les transgressant, la sociabilité rurale était fondée sur l'interconnaissance de quasi tous les membres de ce qui pouvait s'apparenter à des communautés, plus ou moins cohésives et solides. En s'excusant par avance de réduire ici les sociologies urbaine et rurale à si peu de mots, disons qu'elles avaient quelques raisons de distinguer la construction de l'altérité, dans le cadre des villes et dans celui des campagnes. Distinction pour le moins bousculée par la mal nommée périurbanisation qui travaille de fait la trame rurale dans toute sa profondeur depuis bientôt deux générations (Dibié, 2006 ; Urbain, 2002).

La plupart des campagnes se repeuplent : c'est là que le taux de solde migratoire est actuellement le plus fort (+ 0,8 %/an, à égalité avec les

communes périurbaines), et les poches de déclin démographique se rétractent de recensement en recensement. L'arrivée de ces « autres » que sont les néoruraux qui se succèdent (avec des anciens néo-, des néo- de première génération, des néorécents, et des combinaisons selon les ménages) transforme les conditions de construction de l'altérité. Par quelles nouvelles modalités, qui seraient spécifiques des campagnes ?

Dans les campagnes contemporaines qui se repeuplent, la diversité fait son chemin : les situations sociales, culturelles, personnelles, les plus inattendues se côtoient, en fonction de trajectoires résidentielles, de réseaux affinitaires, de bifurcations des uns ou des autres, et de potentiels locaux. On est loin de la communauté rurale avec son fondement d'intérêts agricoles et ses repères ancestraux, et plus proche du cosmopolitisme urbain, à deux différences majeures près cependant.

La première est que l'anonymat ne résiste pas à l'air de la campagne. Celui de la ville rendait libre, selon l'expression médiévale reprise par Max Weber, et longtemps, par opposition, la ruralité est demeurée synonyme de contrôle social et de soumission de l'individu au collectif des patriarches. On n'en est plus là. Mais on n'est pas passé pour autant du côté de l'indifférence urbaine, celle qui rend supportable le côtoiement quotidien de milliers d'autres. Ni anonyme ni communautaire, l'altérité qui semble se construire dans les campagnes contemporaines est un hybride d'interconnaissance et de distance, de lien et d'écart. « Tout le monde se connaît », même de loin. Le nouveau venu sera, à la fois, une pièce rapportée pour le reste de ses jours sur place – autant dire un « étranger » – et celui dont la présence s'inscrit au regard de tous dans un ensemble dont chacun est comptable.

Si bien que – seconde différence d'avec la ville – la sphère de relations dans laquelle se construit l'altérité est une sphère relativement finie, dont chacun peut reconnaître l'horizon, le « dedans » et le « dehors », et se dessiner le paysage. Les campagnes ont leurs confins, tandis que les villes s'efforcent de les signifier de nouveau, par des lisières qui ne soient pas *ipso facto* les espaces d'une nouvelle extension.

Cette altérité finie, alternative à l'altérité « proliférante » que génère la ville, est-elle exclusivement campagnarde, donc rurale ? Non : pas davantage que la vitesse et son contraire ne dessinaient deux mondes cloisonnés dans le propos précédent. Mais de même que la lenteur trouve plus de conditions, de raisons et d'aspirations à faire l'objet d'un projet dans les campagnes plutôt que dans les villes, de même cette altérité finie, où l'interconnaissance ne se dilue pas dans le réseau ouvert de la densité, construit préférentiellement l'espace

social de la campagne en même temps que celui-ci organise celle-là. Les campagnes contemporaines montrent là une des qualités essentielles à leur attractivité, souvent énoncée par ceux qui y emménagent désormais : la possibilité de construire des relations sociales nombreuses et variées (une altérité), mais dans un ensemble lisible, compréhensible parce qu'entièrement connu, où le commerce interpersonnel des repères n'est pas conduit à renoncer devant l'infinité potentielle du lien social. On voit en quoi cette qualité rassure une société métropolitaine qui fabrique cette infinité. On devine aussi sa part d'ombre : une altérité finie ne signifie pas une altérité fermée, mais peut y conduire. Contemporaines, les campagnes le sont parfois aussi par leurs dérives et leurs démons.

— Une matérialité vivante

En troisième et ici dernière proposition analytique de la contemporanéité des campagnes, on pourrait attendre le sujet des rapports à la nature. N'est-ce pas l'argument premier du plébiscite habitant en faveur des campagnes ? Il paraît plus pertinent d'élargir le propos à la quête de matérialité dans son ensemble, dont la « question naturelle » (comme il y a eu une « question sociale » au XIX^e siècle) n'est qu'une des composantes. Convenons de nommer « matérialité » la dimension concrète, physique, sensorielle, par contact direct des matières élémentaires – y compris les matières vivantes – de l'ensemble des activités humaines qui mettent en œuvre ces dernières. Il y a une plus ou moins grande matérialité dans chaque acte de la vie quotidienne : une matérialité bien connue dans le travail et la production, qui est l'une des clés de sa division sociale ; une matérialité dans l'alimentation, dont par exemple la cuisine de synthèse s'est totalement exonérée ; une matérialité dans le déplacement, selon la plus ou moins grande proximité avec l'énergie qu'il consomme ; une matérialité dans le fait d'habiter, dont l'architecture est dépositaire, et qui s'exprime aussi plus banalement dans le fait de chauffer son habitat, etc.

Les villes sont à la fois les lieux de la plus grande accumulation matérielle et ceux de la plus grande artificialisation des rapports à la matière sous toutes ses formes : les fonctions immatérielles y dominent dans l'économie, on y consomme des aliments importés et profondément transformés, de même qu'une énergie entièrement distribuée par des réseaux et comme dématérialisée, on y communique de plus en plus par des appareils qui viennent se greffer sur les corps et les sens, on y évite au maximum les contacts quotidiens avec la matière en multipliant les outils, les machines, les technologies, les services qui médiatisent ces contacts, on y promeut la ville numérique, avec son

espace public virtuel. Les corps des citoyens s'adaptent à cette évolution générale : à leur tour, ils « s'artificialisent », se « technologisent », et pourraient, selon certains, se « posthumaniser » (Besnier, 2009).

Ces rappels rapides sur la civilisation urbaine sont aussi banals, que les aspirations des citoyens à une matérialité concrète sont résistantes et récurrentes : la quête de matérialité est proportionnelle aux progrès technologiques qui libèrent toujours davantage des divers asservissements matériels. On veut maintenir la possibilité de l'expérience physique et sensorielle de tout ce dont la vie hypermoderne et technomédiatisée émancipe, en particulier l'indispensable contact des vivants non humains sans lequel il n'est pas de « nature humaine » possible. On recherche d'autant plus cette expérience qu'on en est en réalité libéré, exonéré au quotidien, précisément pour éviter que cette exonération ne soit synonyme de disparition, de perte, d'oubli. Les campagnes, plus aisément que les villes, sont l'espace plébiscité à cet égard, soit par des pratiques dites fort justement « re-créatives », soit par des choix résidentiels visant parfois de nouveaux modes d'habiter.

Le ressourcement en campagne du citoyen dénaturé est, certes, une vieille histoire. Elle prend cependant un tour nouveau avec l'exigence de soutenabilité environnementale qui change le rapport aux ressources élémentaires. Se ressaisir de son environnement matériel – inerte autant que vivant – n'est pas qu'un élan anthropologique, c'est aussi une condition pour changer concrètement, et personnellement, les rapports aux ressources vitales. Toucher, sentir, contempler, connaître et reconnaître, certes, mais aussi économiser, renouveler, recycler, cultiver : de culturel, l'enjeu d'une matérialité restituée devient économique, au sens où l'attention se porte sur le cycle des matières et sur la valeur de ce qui passait pour gratuit, ou presque.

Il n'est pas douteux que les villes sont en train d'inventer un certain mode de développement durable, parce que c'est là que sont concentrés les enjeux environnementaux – autrement dit les enjeux de matérialité – et mises en œuvre les modalités industrielles de solutions plus sobres (Bourdin, 2009). Mais il est de plus en plus clair que les campagnes sont indispensables à cette invention. D'une part, parce qu'elles sont largement dépositaires des ressources matérielles (eau, air, biomasse, énergies renouvelables, biodiversité) qu'il s'agit d'aborder autrement, d'autre part, parce qu'elles sont le laboratoire habité – plus profane que savant – d'un autre rapport à ces ressources, d'une autre matérialité, qui explore, grâce aux faibles densités, les trouvailles de la petite échelle. Les alternatives à faible intensité technologique sont précieuses pour les villes. Elles permettent d'imaginer le nécessaire changement de paradigme. Il ne s'agit pas

de faire «comme à la campagne», et encore moins «comme avant à la campagne» (laquelle n'avait rien d'un modèle soutenable), mais d'inventer un monde urbain capable d'intégrer ce que les néoruraux sont allés chercher dans les campagnes : une matérialité concrète qui relie aux éléments, aux animaux, à la nature vivante, et aussi, comme on l'a vu, un certain droit à la lenteur ainsi qu'une altérité qui ne se dissout pas dans l'anonymat de l'infini.

— Ailleurs

Que se passe-t-il à Toars, à Alos, ou à Flachères? Quoi de commun entre toutes ces communes statistiquement dites «encore rurales»? Rien ne serait plus injuste que de les cantonner à être les dernières héritières d'une ruralité effondrée, alors que les campagnes y accueillent leur part de mutations contemporaines. Aux confins du Dignois et du Sisteronais, à l'entrée de la Haute Soule, au cœur des terres froides du Bas-Dauphiné, et dans bien d'autres campagnes encore, une société moins rurale que jamais construit de nouvelles façons de vivre qui hybrident les anciennes et les nouvelles nécessités. Tout n'y est pas spectaculairement contemporain, comme tous les «rurals» ne se résument pas au triptyque «lenteur – altérité finie – matérialité vivante». Le palimpseste des campagnes vaut bien celui des villes.

Les quelques pistes d'analyse proposées ici – à la fois classiques et renouvelées – n'ont pas la prétention de tout dire de la «question rurale». Elles soulignent seulement que si cette dernière veut garder un sens contemporain, ce n'est pas en s'autoréférençant. La question rurale – mais on préfère ici parler des campagnes – est enchâssée dans la question métropolitaine, entendue comme expression contemporaine de l'urbanisation. Elle en est l'ailleurs, cet espace matériel, idéal, social et économique qui propose l'alternative, la différence, la rupture, la mise à distance. Difficile de construire un ici sans un ailleurs ; de construire la grande densité sans fréquenter la faible une part de la semaine comme une part de la vie ; de profiter de la vitesse sans goûter la lenteur ; de naviguer dans les réseaux sociaux sans repères stables ; de poursuivre la grande aventure de la maîtrise de la matière (physique, biologique, génétique, etc.), sans culture sensorielle des éléments simples. C'est pourquoi les sociétés métropolisées ont tant besoin de leurs campagnes, qu'elles réinventent en même temps qu'elles se réinventent par elles. Ce qui, dans la longue histoire des relations villes-campagnes, est plutôt une bonne nouvelle. ¶

— Orientation bibliographique

- > Agulhon, Maurice, *Histoire de la France rurale*, sous la direction d'Étienne Juillard, vol. 3, Paris, Éditions du Seuil, 1985.
- > Arlaud, Samuel, Jean, Yves, Royoux, Dominique (dir.), *Rural-Urbain : nouveaux liens, nouvelles frontières*, Rennes, PUR, 2005.
- > Barthe, Laurence, Milian, Johan, « Les espaces de faible densité : processus et scénarios », *Territoires 2040*, n° 4, Datar, 2010, p. 151-183.
- > Besnier, Jean-Michel, *Demain, les post-humains : une nouvelle éthique à l'âge du clonage*, Paris, Hachette, 2009.
- > Bourdin, Alain, *Du bon usage de la ville*, Paris, Descartes et Cie, 2009.
- > Dibié, Pascal, *Le Village métamorphosé : révolution dans la France profonde*, Paris, Plon, 2006.
- > Donadieu, Pierre, *Campagnes urbaines*. Arles, Actes sud, 1998.
- > Estèbe, Philippe, *Gouverner la ville mobile*, Paris, PUF, 2008.
- > Hervieux, Bertrand, Viard, Jean, *Au bonheur des campagnes (et des provinces)*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2005.
- > Honoré, Carl, *Éloge de la lenteur*, Paris, Éditions Marabout, 2005.
- > Kayser, Bernard, *La Renaissance rurale. Sociologie des campagnes du monde occidental*, Paris, Armand Colin, 1990.
- > Lévy, Jacques, *Le Tournant géographique*, Paris, Belin, 1999.
- > Mora, Olivier, *Les Nouvelles Ruralités en France à l'horizon 2030*, Versailles, Éditions Quæ, 2008.
- > Ollivro, Jean, *L'Homme à toutes vitesses : de la lenteur homogène à la rapidité différenciée*, Rennes, PUR, 2000.
- > Perrier-Cornet, Philippe (dir.), *Repenser les campagnes*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2002.
- > Rémy, Jean, Voye, Liliane, *La Ville, vers une nouvelle définition ?*, Paris, L'Harmattan, 1992.
- > Rosa, Hartmund, *Accélération, une critique sociale du temps*, Paris, La Découverte, 2010.
- > Urbain, Jean-Didier, *Paradis verts : désirs de campagnes et passions résidentielles*, Paris, Payot, 2002.
- > Virilio, Paul, *La Vitesse de libération*, Paris, Galilée, 1995.